

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, bon nombre d'organisations d'anciens combattants s'inquiètent du retard apporté à leur convocation devant le comité permanent des affaires des anciens combattants. A ce propos, le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision et envoyer le rapport Woods à ce comité permanent avant même l'examen du Livre blanc?

**L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants):** Là encore, monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question il y a très peu de temps en disant qu'il faudrait beaucoup mieux, pour les associations d'anciens combattants, de se présenter devant le comité lorsqu'ils auront en main le Livre blanc.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ce n'est pas leur avis.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES DÉLAIS DANS LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il voudrait mettre son très grand talent d'administrateur à la disposition du bureau des passeports pour une journée ou deux et prêter ainsi son concours en vue de remettre de l'ordre dans ce bureau qui est dans un chaos indescriptible?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je puis assurer aux députés que ces inconvénients sont attribuables au travail énorme imposé au bureau des passeports. Demain ou après-demain, j'ai l'intention de faire un relevé du nombre imposant de passeports émis. Nous avons constaté que le bureau des passeports avait accompli, de loin, le meilleur travail depuis qu'il existe. Le problème actuel se pose du fait que le nombre des voyages a considérablement augmenté, ce dont je me réjouis beaucoup, mais ce n'est pas une situation que nous aurions pu prévoir.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, quelles dispositions le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prend-il pour veiller, en tout premier lieu, à ce que les formules de passeport soient simplifiées et ensuite à ce qu'une provision suffisante de nouvelles formules soit fournie dans les régions qui emploient encore les anciennes; cela ajoute à la confusion qui règne dans cette division surchargée de travail.

**L'hon. M. Sharp:** Les formules sont en cours d'impression.

[M. Aiken.]

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Monsieur l'Orateur, depuis le départ du député de Trinity et tant que premier ministre suppléant et songeant au gâchis qu'a créé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en matière de passeports, pouvons-nous espérer qu'il ne—

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

### LES POSTES

#### LE RÉTABLISSEMENT DE LA LIVRAISON LE SAMEDI

**M. George Muir (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre des Postes pourrait songer à rétablir le service de livraison du courrier le samedi afin d'adapter de nouveau le ministère des Postes au XX<sup>e</sup> siècle?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. J'ai l'impression qu'on a posé cette question aussi tout récemment.

### LES CÉRÉALES

#### LE RÉGIME DE PRIX GARANTIS

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** J'aimerais poser une question au leader suppléant du gouvernement à la Chambre, ou au leader suppléant à la Chambre du gouvernement.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Vous aviez raison la première fois.

**M. Benjamin:** Est-il en mesure de dire à la Chambre si le ministre de l'Agriculture présentera, au nom du gouvernement, une mesure sur le régime du double prix ou de prix garantis pour les céréales de l'Ouest?

**M. l'Orateur:** On a posé la question au ministre de l'Agriculture à la fin de la semaine dernière. C'est à lui qu'il convenait alors de poser la question.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

#### LE CODE CRIMINEL

##### ÉTAPE DU RAPPORT

La Chambre reprend l'examen, interrompu le vendredi 9 mai du bill C-150, visant à modifier le Code criminel, la loi sur les libérations conditionnelles de détenus, la loi sur les pénitenciers, la loi sur les prisons et les maisons de correction et à apporter certaines modifications résultantes à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, au Tarif des douanes et à la loi sur la défense nationale, dont le comité permanent de la justice et des questions juridiques a fait rapport, avec amendements, et de la motion n° 44 de M. Winch.